

# Tendances de certaines dépenses des administrations publiques par fonction dans les États membres de l'UE

## Statistiques en bref

### ÉCONOMIE ET FINANCES

43/2004

Auteur  
*Lenka Pulpanova*

## Contenu

Dépenses des administrations publiques par fonction dans l'UE-15 et la zone euro..... 1

Comparaison entre pays..... 2

Possibilités d'approfondir l'analyse..... 4

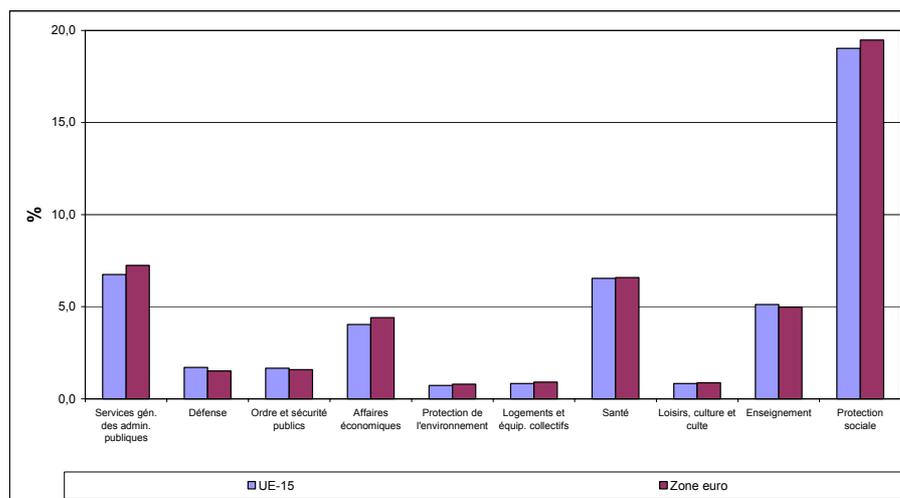
Ce qu'il faut savoir..... 5



Fin de rédaction: 14.09.2004  
ISSN 1024-4301  
Numéro de catalogue: KS-NJ-04-043-FR-N  
© Communautés européennes, 2004

### Dépenses des administrations publiques par fonction dans l'UE-15 et la zone euro

La présente publication propose une ventilation des dépenses des administrations publiques par fonction économique dans l'UE-15<sup>1</sup>, la zone euro<sup>2</sup> et les États membres ainsi qu'une analyse des tendances de certaines fonctions des administrations publiques (protection sociale, santé, enseignement ainsi que loisirs, culture et culte) pour la période 1999-2002. Les fonctions analysées ici constituent la majeure partie des dépenses publiques traitées, par convention, comme dépenses de consommation portant sur des services individuels aux ménages, à l'exception de petits montants relatifs à l'administration générale et à la recherche dans chaque catégorie<sup>3</sup>.



Graphique 1: Dépenses des administrations publiques par fonction dans l'UE 15 et dans la zone euro, en pourcentage du PIB (2002)

Pour l'UE-15, les dépenses des administrations générales se sont élevées, au total, à 4 333,1 milliards d'euros en 2002, soit une augmentation de 0,3 point de pourcentage du PIB par rapport à 2001 (47,2 % en 2002 contre 46,9 % en 2001). Au niveau de la zone euro, les dépenses totales ont progressé de 0,2 point de pourcentage du PIB en 2002 (48,3 % contre 48,1 % en 2001). On observe toutefois une augmentation supérieure par rapport à 2000 à la fois pour l'UE-15 et la zone euro.

<sup>1</sup> L'UE-15 comprend la zone euro plus le Danemark, la Suède et le Royaume-Uni. Les nouveaux États membres sont tenus de communiquer ces données pour la première fois à la fin décembre 2004, les données pour l'UE-25 ne sont donc actuellement pas disponibles.

<sup>2</sup> La zone euro comprend 12 États membres: Belgique, Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal et Finlande.

<sup>3</sup> Voir SEC 95, point 3.85.

Une ventilation des dépenses pour l'UE-15 révèle que les dépenses publiques consacrées à la protection sociale (1 746,0 milliards d'euros en 2002), à l'enseignement (469,8 milliards d'euros) et aux loisirs, culture et culte (75,9 milliards d'euros) sont restées pratiquement inchangées en pourcentage des dépenses totales des administrations publiques par rapport à 1999. En revanche, sur la même période de trois ans, les dépenses de santé (600,4 milliards

d'euros en 2002) ont augmenté de manière significative en pourcentage des dépenses totales. On note des tendances similaires pour ces mêmes fonctions au niveau de la zone euro.

Il convient de considérer les commentaires ci-dessous avec quelque prudence, compte tenu des problèmes de qualité liés aux chiffres communiqués. Il est souvent difficile d'attribuer une fonction unique à certaines dépenses

publiques, ce qui conduit à une certaine sous- ou surestimation des données. L'un des problèmes particuliers est l'identification des dépenses portant sur la "protection de l'environnement" au Danemark et en Irlande. Dans les deux cas, les dépenses relatives à la protection de l'environnement sont incluses actuellement dans des catégories différentes de la CFAP, ce qui fait donc que les comparaisons des pays par fonction peuvent de ne pas être tout à fait correctes.

## Comparaison entre pays

### Dépenses publiques consacrées à la protection sociale

La protection sociale est de loin la catégorie la plus importante des dépenses publiques. Elle comprend les dépenses consacrées à la maladie et l'invalidité, la vieillesse, la famille et les enfants, le chômage, le logement – sous forme de prestations en nature –, l'exclusion sociale ainsi que les autres

dépenses liées à la protection sociale. La définition de la protection sociale se fonde sur la nomenclature SESPROS<sup>4</sup>, qui englobe également les dépenses des soins de santé. En revanche, dans la CFAP, les soins de santé sont classés séparément sous la fonction 07 «Santé».

Entre 1999 et 2002, les dépenses consacrées à la protection sociale ont augmenté au total de 213,3

milliards d'euros dans l'UE-15 et de 174,6 milliards d'euros dans la zone euro. La part de la protection sociale dans les dépenses totales de l'UE-15 est passée à 40,3 % en 2002 – elle représentait 40,1 % en 1999, avait atteint un pic de 40,7 % en 2000, puis était redescendue à 39,9 % en 2001. La zone euro a connu une tendance similaire, puisque les dépenses de protection sociale sont passées à 40,3 % en 2002, après s'être établies à 40,0 %

	Protection sociale				Santé			
	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002
UE-15	40,1	40,7	39,9	40,3	12,9	13,5	13,6	13,9
Zone euro	40,0	40,8	39,7	40,3	12,9	13,6	13,3	13,6
BE	34,7	34,4	34,8	35,2	12,7	12,9	13,3	13,2
DK	42,8	43,2	43,4	43,9	9,4	9,5	9,8	10,1
DE	45,0	47,7	45,2	46,2	12,8	13,7	13,2	13,2
EL	40,7	40,6	40,5	42,7	7,7	7,0	7,7	6,6
ES	33,8	34,1	34,1	34,1	13,5	13,6	13,6	13,6
FR	39,4	39,1	39,0	38,6	14,4	14,8	15,1	15,7
IE	33,7	28,9	28,0	28,1	16,4	17,9	18,5	19,1
IT	37,2	38,0	36,6	38,3	11,9	13,1	13,3	13,7
LU	42,1	42,6	43,6	42,1	11,1	10,9	12,5	11,2
NL	38,3	38,4	37,5	37,8	8,5	8,8	8,8	9,4
AT	40,6	41,2	41,5	42,0	14,5	14,6	11,7	13,0
PT	28,6	29,3	29,5	30,4	14,0	14,8	14,8	15,0
FI	43,0	42,1	41,8	42,5	11,4	11,9	12,3	12,6
SE	39,8	41,4	41,6	41,4	10,6	11,0	11,9	12,1
UK	40,1	40,0	40,0	39,5	14,9	15,1	15,8	16,1

Tableau 1: Protection sociale et santé en pourcentage des dépenses publiques totales (1999-2002)

<sup>4</sup>Système européen de statistiques intégrées de la protection sociale.

en 1999, avoir atteint un sommet en 2000, puis diminué en 2001.

Parmi les États membres, les dépenses de protection sociale des administrations publiques représentent, en 2002, 46,2 % des dépenses totales en Allemagne (45,0 % en 1999), 43,9 % au Danemark (42,8 % en 1999) et 42,7 % en Grèce (40,7 % en 1999). Les pourcentages les plus faibles consacrés à la protection sociale en 2002 sont relevés en Belgique avec 35,2 % des dépenses totales (34,7 % en 1999), en Espagne<sup>5</sup> avec 34,1 % (33,8 % en 1999), au Portugal avec 30,4 % (en augmentation toutefois depuis 1999 où celle-ci ne « pesait » que 28,6 % des dépenses) et en Irlande avec 28,1 % (33,7 % en 1999).

### Dépenses publiques consacrées à la santé

La santé est un élément important des dépenses publiques classées séparément de la protection sociale. Elle comprend les dépenses consacrées aux services fournis à des particuliers (produits ou appareils médicaux ou pharmaceutiques destinés à être consommés ou utilisés en dehors des établissements de santé, services ambulatoires, services hospitaliers ainsi que services de santé publique, par exemple) et les dépenses consacrées aux services fournis à titre collectif (administration et fonctionnement d'organismes publics de recherche appliquée et de recherche expérimentale dans le domaine de la santé, par exemple). Par rapport aux niveaux de 1999, les dépenses de santé ont augmenté, en 2002, de 105,9 milliards d'euros dans l'UE-15 et de 77,3 milliards d'euros dans la zone euro. En pourcentage des dépenses publiques totales, les dépenses de santé sont passées, dans l'UE-15, de 12,9 % en 1999 à 13,9 % en 2002, après avoir

enregistré une augmentation particulièrement forte à 13,5 % en 2000. Pour la zone euro, ces dépenses ont progressé de 12,9 % en 1999 à 13,6 % en 2002 (13,6 % en 2000 et 13,3 % en 2001).

En 2002, les dépenses de santé représentent 19,1 % des dépenses publiques totales en Irlande (en augmentation constante depuis 1999 où elles s'élevaient à 16,4 %), 16,1 % au Royaume-Uni (en progression depuis les 14,9 % enregistrés en 1999), 15,7 % en France (14,4 % en 1999 et augmentation rapide depuis les 15,1 % de 2001) et 15,0 % au Portugal (14,0 % en 1999, 14,8 % en 2001 et 2000). Les pourcentages les plus faibles sont relevés au Danemark avec 10,1 % (en augmentation cependant: 9,4 % en 1999 et 9,8 % en 2001), aux Pays-Bas avec 9,4 % (8,5 % en 1999 et 8,8 % en 2000 et 2001) et en Grèce avec 6,6 % (en baisse: 7,7 % en 1999 et 2001 et 7,0 % en 2000). Toutefois, lorsque l'on examine les données communiquées, il convient de ne pas perdre de vue qu'en raison de la non-disponibilité d'informations détaillées par sous-catégories de dépenses, certaines dépenses liées à la protection sociale pourraient être enregistrées comme dépenses de santé et inversement.

### Dépenses publiques consacrées à l'enseignement

Les dépenses publiques d'enseignement comprennent les dépenses consacrées aux services fournis aux élèves et étudiants à titre individuel, tels que l'offre de différents niveaux d'enseignement, les bourses, aides et allocations de soutien financier et les programmes éducatifs pour adultes, comme la formation professionnelle et le développement culturel. Elles comprennent également les

services collectifs liés aux organismes publics de recherche appliquée et de développement expérimental dans le domaine de l'enseignement ainsi que les dépenses consacrées au suivi des politiques générales d'éducation et autres mesures liées à l'enseignement.

Au niveau de l'UE-15, les dépenses publiques d'enseignement ont augmenté chaque année d'environ 20 milliards d'euros sur la période 1999-2002. En pourcentage des dépenses publiques totales, elles sont également restées stables au cours de ces années (10,8 % en 2002). Pour la zone euro, les dépenses d'enseignement ont progressé de 10,6 milliards en 2000 par rapport à 1999 et de 15,2 milliards en 2001 par rapport à 2000. En 2002, l'augmentation en termes absolus (environ 10 milliards d'euros chaque année) des dépenses publiques d'enseignement de la zone euro s'est toutefois traduit par une légère diminution en termes de pourcentage des dépenses totales (10,3 % en 2002, 10,4 % en 2001, 10,7 % en 2000 et 10,5 % en 1999).

En 2002, les dépenses publiques d'enseignement sont supérieures à la moyenne de l'UE-15 (en pourcentage des dépenses publiques totales) dans certains États membres comme le Portugal avec 15,3 % (pratiquement inchangé sur toute la période depuis 1999), le Danemark avec 14,9 % (en augmentation : 14,3 % en 1999), la Finlande avec 13,1 % (12,4 % en 1999). Les parts les plus faibles consacrées aux dépenses d'enseignement en 2002 sont enregistrées aux Pays-Bas avec 10,4 % (10,1 % en 1999), en Italie avec 10,2 % (légère baisse par rapport à 1999), en Allemagne avec 8,6 % (en baisse, 9,3 % en 2000) et en Grèce avec 6,8 % (légère augmentation, 6,5 % en 2001).

<sup>5</sup> Pour 2002, les dépenses publiques par fonction CFAP pour l'Espagne sont estimées par Eurostat en tenant compte des dépenses totales communiquées dans le tableau 2, "Principaux agrégats des administrations publiques" du programme de transmission SEC 95 et des pourcentages de la ventilation fonctionnelle.

	Loisirs, culture et culte				Enseignement			
	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002
UE-15	1,8	1,8	1,8	1,8	10,7	10,9	10,7	10,8
Zone euro	1,8	1,9	1,8	1,8	10,5	10,7	10,4	10,3
BE	1,9	2,1	1,9	2,4	12,4	12,3	12,6	12,6
DK	2,9	3,0	3,1	3,0	14,3	14,4	15,0	14,9
DE	1,5	1,6	1,5	1,5	8,9	9,3	8,7	8,6
EL	0,8	0,9	0,9	0,9	6,6	6,4	6,5	6,8
ES	2,8	2,8	2,8	2,8	11,0	11,0	11,0	11,0
FR	1,6	1,6	1,6	1,5	11,7	11,7	11,5	11,2
IE	1,4	1,6	1,6	1,6	12,0	12,9	12,7	13,0
IT	2,0	2,0	1,9	1,8	10,3	10,6	10,4	10,2
LU	4,7	4,3	4,3	4,3	11,8	11,5	12,0	11,5
NL	1,9	2,4	2,3	2,3	10,1	10,3	10,2	10,4
AT	2,1	2,0	2,1	2,0	11,0	11,1	11,0	11,2
PT	2,7	2,5	2,6	2,6	15,3	15,3	15,1	15,3
FI	2,4	2,5	2,4	2,4	12,4	12,8	13,2	13,1
SE	3,0	1,9	2,0	1,9	12,6	12,0	12,8	12,9
UK	1,3	1,3	1,2	1,3	11,3	11,0	11,7	12,6

Tableau 2: Enseignement et loisirs, culture et cultes en pourcentage des dépenses publiques totales (1999-2002)

### Dépenses publiques consacrées aux loisirs, à la culture et aux cultes

La fonction CFAP «loisirs, culture et culte» comprend les dépenses consacrées aux services fournis aux particuliers et aux ménages, tels que les manifestations sportives ou culturelles, les installations destinées à des activités culturelles et de loisirs, les aides visant à soutenir les artistes, écrivains, compositeurs et autres personnes actives dans le domaine des arts. Elle inclut aussi les services fournis à titre collectif (administration des affaires relatives à la radiodiffusion et à l'édition, installations pour les cultes et les autres services communautaires, par exemple).

Au niveau de l'UE-15, les dépenses consacrées aux loisirs, à la culture et au culte ont augmenté durant la période observée et sont passées de 68,9 milliards d'euros en 1999 à 75,9 milliards d'euros en 2002. Pour la zone euro, les dépenses ont progressé de 55,0 milliards d'euros en 1999 à 61,5 milliards d'euros en 2002.

Néanmoins, ces dépenses sont restées plus ou moins inchangées en termes de pourcentage des dépenses publiques au cours de la période 1999-2002, représentant pour l'UE-15 et la zone euro environ 1,8 % des dépenses totales.

Le Luxembourg consacre, en pourcentage des dépenses publiques totales, la part la plus élevée aux loisirs, à la culture et au culte parmi les États membres de l'UE-15 (4,3 % en 2000-2002, même si ce chiffre est en baisse, celui-ci s'établissait en effet à 4,7 % en 1999). En 2002, on observe un pourcentage supérieur à la moyenne de l'UE-15 notamment au Danemark (3,0 %), en Espagne (2,8 %), au Portugal (2,6 %), en Finlande (2,4 %) et en Belgique (2,4 % – en augmentation: 1,9 % en 2001). À l'inverse, les parts les plus faibles des dépenses publiques totales consacrées aux loisirs, à la culture et au culte sont relevées en France (1,5 %), au Royaume-Uni (1,3 %) et en Grèce (0,9 %) – ces pourcentages étant stables pour toutes les années présentées.

### Possibilités d'approfondir l'analyse

La révision du programme de transmission du SEC 95, qui est en cours de préparation, offrira d'autres possibilités d'analyser les dépenses publiques par fonction économique. Déjà, à l'heure actuelle, dans le cadre d'un accord informel avec Eurostat, de nombreux pays communiquent leurs dépenses publiques ventilées selon la nomenclature CFAP non seulement au niveau du secteur des administrations publiques, mais aussi de ses sous-secteurs<sup>6</sup>.

Les données dont dispose actuellement Eurostat portent uniquement sur 15 États membres. Toutefois, la plupart des 10 nouveaux États membres qui ont rejoint l'Union en mai 2004 fourniront des données comparables et relativement harmonisées dès la fin de l'année, à la fois pour le secteur des administrations publiques et ses sous-secteurs. Celles-ci permettront des comparaisons plus larges des dépenses publiques.

<sup>6</sup>Selon le SEC 95, le secteur des administrations publiques (S13) est composé des sous-secteurs suivants: administration centrale (S1311), administration d'États fédérés (S1312), administrations locales (S1313) et administrations de sécurité sociale (S1314).

Eurostat reçoit les données relatives aux dépenses publiques par fonction CFAP ventilées selon les opérations prévues dans la nomenclature SEC 95, ce qui permet d'approfondir l'analyse. Néanmoins, il convient de faire preuve de prudence lors de l'interprétation des données reçues actuellement en raison de problèmes de qualité. Cela est évident, par exemple, lorsque l'on compare les données transmises selon la ventilation fonctionnelle avec les données communiquées dans le tableau 2 du programme de

transmission du SEC 95<sup>7</sup>: les chiffres pour les dépenses totales devraient être les mêmes dans les deux tableaux, exception faite d'écarts résultant du moment où a lieu la communication.

Eurostat collabore avec les différents pays en vue d'améliorer la qualité et la comparabilité des données. L'un des problèmes est la difficulté à enregistrer de façon cohérente et précise toutes les dépenses de manière à ce qu'elles correspondent aux limites de la nomenclature des fonctions CFAP.

La comptabilisation de paiements, tels que les transferts ou les subventions entre des sous-secteurs des administrations, en termes à la fois de catégories d'opérations du SEC 95 et de fonctions CFAP constitue une autre difficulté.

Le tableau 3 présente les dépenses publiques pour toutes les fonctions en pourcentage du PIB. Le tableau 5 fournit des chiffres sur d'autres fonctions des administrations publiques en part des dépenses totales.

## ➤ CE QU'IL FAUT SAVOIR – EXIGENCES DE TRANSMISSION

La Commission européenne (Eurostat) reçoit des informations détaillées sur le secteur des administrations publiques et ses sous-secteurs (administration centrale, administration d'États fédérés – le cas échéant –, administrations locales et administrations de sécurité sociale) dans le cadre du programme de transmission du Système européen des comptes (SEC 95)<sup>8</sup>.

Conformément à l'annexe B du règlement n° 2223/96 du Conseil relative au programme de transmission et aux actes juridiques ultérieurs s'y rapportant, les États membres sont tenus de transmettre, entre autres, le tableau 11 «Dépenses des administrations publiques par fonction» (délai de transmission: t+12 mois)<sup>9</sup>. Le tableau 11 fournit des informations sur les dépenses du secteur des administrations publiques ventilées selon les principales fonctions CFAP<sup>10</sup> et catégories SEC 95

(seul le premier niveau, c'est-à-dire le niveau 1 – Divisions (à deux chiffres) est demandé par le programme de transmission SEC 95). Pour la ventilation complète des fonctions communiquées dans le tableau 11, voir à la fin de la présente publication (tableau 3).

En vertu de dérogations applicables jusqu'en 2005, la date limite de déclaration est de t+21 mois pour l'Espagne et de t+16 mois pour la Suède.

Le total des dépenses publiques fourni, conformément au règlement n° 1500/2000 de la Commission, dans le tableau 2 (à t+3 et t+8 mois) et dans le tableau 11 (à t+12 mois) du programme de transmission SEC 95 devrait être le même, exception faite d'écarts résultant de la date limite de communication.

Le contenu des fonctions CFAP est expliqué en détail dans un numéro de *Statistiques en bref* «Les dépenses des administrations publiques par fonction principale: comparaison entre les pays de l'UE», Économie et finances/Thème 2 - 54/2003.

Les chiffres présentés dans la présente publication sont ceux disponibles dans NewCronos, la base de données d'Eurostat, dans le domaine "GOV" (secteur des administrations publiques), collection "PUBL\_EXP" (Dépenses des administrations publiques par fonction CFAP et par type).

Les données ont été extraites de NewCronos le 26 juillet 2004.

Symboles utilisés: " ." non disponible.

<sup>7</sup> Tableau 2, 'Principaux agrégats des administrations publiques': transmission à t+3 mois (y compris données provisoires pour l'année t) et à t+8 mois.

<sup>8</sup> SEC 95, tableau 11 "Dépenses des administrations publiques par fonction", tel que détaillé dans l'annexe B du règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil du 25 juin 1996, relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans la Communauté. Une version consolidée est disponible à l'adresse: [http://europa.eu.int/eur-lex/en/consleg/main/1996/en\\_1996R2223\\_index.html](http://europa.eu.int/eur-lex/en/consleg/main/1996/en_1996R2223_index.html).

<sup>9</sup> Conformément au règlement n° 1500/2000 de la Commission du 10 juillet 2000 portant application du règlement (CE) n° 2223/96 du Conseil en ce qui concerne les dépenses et recettes des administrations publiques.

<sup>10</sup> (CE) n° 113/2002 de la Commission du 23 janvier 2002, qui intègre dans le SEC 95 la «Classification des fonctions des administrations publiques» (CFAP) telle que révisée par les Nations Unies en 1999.

	1999	2000	2001	2002		1999	2000	2001	2002
	<b>gf01 Services généraux des admin. publiques</b>					<b>gf02 Défense</b>			
UE-15	7,2	6,4	6,8	6,8	UE-15	1,8	1,8	1,7	1,7
Zone euro	7,4	6,4	7,2	7,2	Zone euro	1,5	1,5	1,5	1,5
BE	10,5	10,3	10,2	9,9	BE	1,3	1,2	1,3	1,2
DK	9,5	8,9	8,6	8,5	DK	1,7	1,6	1,6	1,6
DE	6,5	3,9	6,3	6,2	DE	1,3	1,2	1,2	1,2
EL	11,7	11,8	10,9	10,7	EL	3,1	3,2	3,1	2,7
ES	5,8	5,6	5,5	5,6	ES	1,2	1,2	1,2	1,2
FR	6,6	6,5	6,4	7,2	FR	2,5	2,4	2,4	2,4
IE	4,8	4,2	3,8	3,5	IE	0,7	0,7	0,7	0,7
IT	9,9	9,6	9,6	9,1	IT	1,1	1,1	1,2	1,2
LU	4,8	4,5	4,7	5,0	LU	0,3	0,3	0,3	0,3
NL	8,9	8,4	8,2	8,2	NL	1,6	1,6	1,6	1,5
AT	8,5	8,5	8,5	7,7	AT	1,0	0,9	0,9	0,9
PT	6,5	6,5	6,7	6,4	PT	1,7	1,8	1,7	1,7
FI	6,7	6,3	6,5	6,1	FI	1,7	1,5	1,4	1,4
SE	10,2	10,2	8,8	8,8	SE	2,5	2,4	2,2	2,1
UK	4,9	4,8	4,4	4,2	UK	2,5	2,7	2,5	2,5
	<b>gf03 Ordre et sécurité publics</b>					<b>gf04 Affaires économiques</b>			
UE-15	1,6	1,6	1,6	1,7	UE-15	4,2	3,9	4,2	4,0
Zone euro	1,6	1,6	1,6	1,6	Zone euro	4,6	4,2	4,6	4,4
BE	1,6	1,6	1,6	1,6	BE	4,8	4,6	4,4	4,6
DK	1,0	1,0	1,0	1,0	DK	4,2	4,0	3,8	3,7
DE	1,7	1,7	1,6	1,6	DE	4,3	4,2	4,4	4,0
EL	0,8	0,8	1,0	1,1	EL	4,5	5,6	5,1	4,5
ES	2,0	2,0	2,1	2,2	ES	4,5	4,6	4,3	4,4
FR	1,0	0,9	1,0	1,0	FR	5,3	5,0	5,2	4,8
IE	1,5	1,4	1,4	1,5	IE	4,3	4,5	5,2	5,0
IT	2,1	2,0	2,0	1,9	IT	4,1	2,6	4,0	3,9
LU	0,9	0,9	0,9	1,1	LU	4,4	4,2	2,8	5,2
NL	1,5	1,4	1,5	1,7	NL	5,1	4,5	5,6	5,4
AT	1,5	1,4	1,4	1,4	AT	4,8	4,1	5,2	5,2
PT	2,0	1,9	2,0	2,0	PT	6,0	5,3	5,6	5,2
FI	1,4	1,4	1,4	1,4	FI	5,2	4,8	4,7	5,0
SE	1,4	1,3	1,4	1,5	SE	4,9	4,2	4,5	4,8
UK	1,9	1,8	1,9	2,1	UK	2,1	2,3	2,6	2,4
	<b>gf05 Protection de l'environnement</b>					<b>gf06 Logements et équipements collectifs</b>			
UE-15	0,7	0,7	0,7	0,7	UE-15	0,9	0,9	0,9	0,8
Zone euro	0,8	0,8	0,8	0,8	Zone euro	1,0	1,0	1,0	0,9
BE	0,7	0,8	0,8	0,7	BE	0,4	0,4	0,3	0,3
DK	:	:	:	:	DK	0,9	0,9	0,9	0,9
DE	0,7	0,6	0,6	0,6	DE	1,0	1,0	1,1	1,1
EL	0,6	0,6	0,6	0,6	EL	0,5	0,5	0,5	0,5
ES	0,8	0,7	0,9	0,9	ES	1,4	1,3	1,1	1,1
FR	1,2	1,4	1,3	1,2	FR	1,0	1,0	1,0	1,0
IE	:	:	:	:	IE	1,3	1,7	2,1	2,1
IT	0,8	0,8	0,9	0,8	IT	0,9	0,9	0,8	0,1
LU	1,3	1,1	1,3	1,2	LU	0,8	0,8	0,8	0,8
NL	0,8	0,7	0,7	0,8	NL	1,5	1,4	1,5	1,5
AT	0,4	0,4	0,4	0,3	AT	1,0	0,9	1,0	0,8
PT	0,7	0,7	0,7	0,6	PT	1,0	1,0	1,0	0,9
FI	0,3	0,3	0,3	0,3	FI	0,6	0,7	0,6	0,5
SE	0,2	0,3	0,3	0,3	SE	1,4	0,9	1,0	0,9
UK	0,5	0,4	0,5	0,6	UK	0,4	0,4	0,4	0,5
	<b>gf07 Santé</b>					<b>gf08 Loisirs, culture et culte</b>			
UE-15	6,2	6,2	6,4	6,5	UE-15	0,9	0,8	0,8	0,8
Zone euro	6,3	6,4	6,4	6,6	Zone euro	0,9	0,9	0,9	0,9
BE	6,3	6,4	6,6	6,7	BE	1,0	1,0	0,9	1,2
DK	5,3	5,2	5,4	5,6	DK	1,6	1,6	1,7	1,7
DE	6,3	6,3	6,4	6,4	DE	0,7	0,7	0,7	0,7
EL	3,7	3,5	3,7	3,1	EL	0,4	0,4	0,4	0,4
ES	5,4	5,4	5,3	5,4	ES	1,1	1,1	1,1	1,1
FR	7,7	7,8	7,9	8,4	FR	0,8	0,8	0,8	0,8
IE	5,7	5,7	6,3	6,4	IE	0,5	0,5	0,5	0,5
IT	5,8	6,1	6,4	6,5	IT	1,0	0,9	0,9	0,9
LU	4,6	4,2	4,9	4,9	LU	1,9	1,7	1,7	1,9
NL	4,0	4,0	4,1	4,5	NL	0,9	1,1	1,1	1,1
AT	7,9	7,7	6,1	6,7	AT	1,2	1,0	1,1	1,1
PT	6,3	6,7	6,8	6,9	PT	1,2	1,1	1,2	1,2
FI	5,9	5,8	6,0	6,3	FI	1,3	1,2	1,2	1,2
SE	6,4	6,3	6,8	7,1	SE	1,8	1,1	1,1	1,1
UK	5,7	5,8	6,2	6,4	UK	0,5	0,5	0,5	0,5
	<b>gf09 Enseignement</b>					<b>gf10 Protection sociale</b>			
UE-15	5,1	5,0	5,0	5,1	UE-15	19,1	18,7	18,7	19,0
Zone euro	5,1	5,1	5,0	5,0	Zone euro	19,6	19,2	19,1	19,5
BE	6,2	6,1	6,2	6,4	BE	17,4	17,0	17,2	17,8
DK	8,0	7,9	8,3	8,3	DK	24,1	23,7	24,0	24,5
DE	4,3	4,3	4,2	4,2	DE	21,9	21,8	21,8	22,4
EL	3,1	3,2	3,1	3,2	EL	19,4	20,2	19,4	20,0
ES	4,4	4,4	4,3	4,4	ES	13,6	13,5	13,4	13,6
FR	6,3	6,1	6,0	6,0	FR	21,1	20,6	20,4	20,6
IE	4,2	4,1	4,3	4,3	IE	11,7	9,3	9,5	9,3
IT	5,0	5,0	5,0	4,9	IT	18,2	17,8	17,8	18,2
LU	4,9	4,4	4,7	5,1	LU	17,4	16,4	17,1	18,6
NL	4,8	4,7	4,8	4,9	NL	18,0	17,4	17,5	17,9
AT	6,0	5,8	5,7	5,7	AT	22,0	21,6	21,5	21,6
PT	6,9	6,9	7,0	7,0	PT	12,9	13,2	13,6	14,0
FI	6,5	6,3	6,5	6,6	FI	22,4	20,6	20,6	21,3
SE	7,6	6,9	7,3	7,5	SE	24,0	23,7	23,8	24,1
UK	4,3	4,2	4,6	5,0	UK	15,3	15,3	15,7	15,7

Tableau 3: Dépenses des administrations publiques par fonction économique - CFAP (1999-2002), en % du PIB

	en millions d'euros				en % du PIB			
	1999	2000	2001	2002	1999	2000	2001	2002
UE-15	3821866,3	3935828,4	4158700,9	4333092,0	47,5	45,9	46,9	47,2
Zone euro	3008415,5	3034448,6	3293930,5	3421925,8	48,9	47,0	48,1	48,3
BE	118090,0	122351,9	125608,5	131281,1	50,1	49,4	49,5	50,5
DK	91458,9	94114,0	98449,2	102197,8	56,3	54,8	55,3	55,8
DE	964530,0	928470,0	1001380,0	1023870,0	48,7	45,7	48,3	48,5
EL	56095,3	61366,0	62582,0	66266,0	47,6	49,8	47,8	46,9
ES	227329,0	242456,0	257288,0	278025,0	40,2	39,8	39,4	39,9
FR	724299,0	746482,0	774317,0	816788,0	53,4	52,6	52,5	53,5
IE	31005,1	32993,7	38947,4	43069,6	34,6	32,1	33,9	33,3
IT	541648,0	546939,0	591793,0	599804,0	48,9	46,9	48,6	47,6
LU	7730,8	8186,3	8601,3	9913,8	41,3	38,5	39,1	44,0
NL	175554,0	182228,0	200033,0	211162,0	46,9	45,3	46,6	47,5
AT	106796,6	108301,5	109984,2	112093,5	54,2	52,4	51,8	51,3
PT	48906,0	52196,2	56800,1	59572,8	45,3	45,2	46,3	46,0
FI	62527,0	63844,0	66596,0	70080,0	52,1	49,1	49,2	50,1
SE	142198,4	149048,3	139822,2	149419,7	60,3	57,3	57,1	58,3
UK	523698,3	596851,4	626499,1	659548,7	38,2	38,2	39,2	39,8

Tableau 4: Dépenses totales des administrations publiques (1999-2002), en millions d'euros et en % du PIB

	1999	2000	2001	2002		1999	2000	2001	2002
	gf01 Services généraux des admin. publiques					gf02 Défense			
UE-15	15,1	13,9	14,4	14,3	UE-15	3,7	3,8	3,7	3,6
Zone euro	15,2	13,7	15,0	15,0	Zone euro	3,1	3,2	3,1	3,1
BE	20,9	20,8	20,5	19,7	BE	2,5	2,5	2,5	2,5
DK	16,8	16,2	15,6	15,3	DK	3,0	2,9	2,9	2,9
DE	13,3	8,5	13,0	12,9	DE	2,6	2,7	2,5	2,5
EL	23,5	23,4	22,8	22,9	EL	6,1	6,3	6,4	5,8
ES	14,5	14,0	13,9	13,9	ES	3,0	3,1	3,0	3,0
FR	12,4	12,4	12,3	13,5	FR	4,7	4,6	4,5	4,6
IE	13,8	12,9	11,3	10,6	IE	2,0	2,1	2,0	2,0
IT	20,3	20,4	19,7	19,2	IT	2,3	2,4	2,4	2,5
LU	11,7	11,7	11,9	11,3	LU	0,7	0,7	0,8	0,7
NL	18,9	18,6	17,6	17,2	NL	3,5	3,6	3,5	3,3
AT	15,7	16,2	16,5	15,0	AT	1,8	1,8	1,7	1,7
PT	14,4	14,4	14,4	14,0	PT	3,8	4,1	3,7	3,7
FI	12,9	12,8	13,2	12,1	FI	3,2	3,1	2,9	2,9
SE	16,9	17,8	15,4	15,0	SE	4,1	4,1	3,9	3,6
UK	12,8	12,6	11,1	10,5	UK	6,6	7,1	6,5	6,3
	gf03 Ordre et sécurité publics					gf04 Affaires économiques			
UE-15	3,4	3,4	3,4	3,5	UE-15	8,8	8,4	9,0	8,5
Zone euro	3,2	3,3	3,2	3,3	Zone euro	9,5	8,9	9,6	9,1
BE	3,1	3,2	3,3	3,1	BE	9,5	9,4	8,9	9,2
DK	1,7	1,7	1,8	1,8	DK	7,5	7,3	6,8	6,6
DE	3,4	3,6	3,3	3,3	DE	8,9	9,2	9,0	8,2
EL	1,5	1,6	2,2	2,3	EL	9,0	11,1	10,7	9,7
ES	4,9	4,9	5,4	5,4	ES	11,2	11,4	11,0	11,0
FR	1,8	1,8	1,8	1,9	FR	9,9	9,5	9,9	8,9
IE	4,2	4,4	4,3	4,4	IE	12,6	14,0	15,5	15,0
IT	4,2	4,3	4,1	4,1	IT	8,3	5,6	8,3	8,1
LU	2,3	2,3	2,4	2,4	LU	10,5	11,0	7,1	11,7
NL	3,1	3,1	3,2	3,5	NL	10,9	10,0	12,0	11,4
AT	2,8	2,8	2,7	2,8	AT	8,9	7,8	10,0	10,1
PT	4,3	4,2	4,3	4,4	PT	13,2	11,7	12,0	11,4
FI	2,7	2,8	2,9	2,8	FI	10,1	9,8	9,5	9,9
SE	2,3	2,3	2,4	2,5	SE	8,2	7,2	7,8	8,3
UK	5,1	4,8	4,8	5,2	UK	5,6	6,0	6,5	5,9
	gf05 Protection de l'environnement					gf06 Logements et équipements collectifs			
UE-15	1,5	1,6	1,6	1,5	UE-15	1,9	2,0	2,0	1,8
Zone euro	1,7	1,8	1,7	1,6	Zone euro	2,1	2,2	2,1	1,9
BE	1,4	1,6	1,5	1,5	BE	0,9	0,9	0,7	0,7
DK	:	:	:	:	DK	1,5	1,7	1,6	1,6
DE	1,4	1,4	1,3	1,2	DE	2,0	2,3	2,4	2,3
EL	1,2	1,3	1,3	1,3	EL	1,0	0,9	1,0	1,0
ES	1,9	1,9	2,3	2,3	ES	3,4	3,2	2,8	2,8
FR	2,3	2,6	2,5	2,2	FR	1,8	1,9	1,9	1,9
IE	:	:	:	:	IE	3,8	5,2	6,2	6,2
IT	1,6	1,7	1,8	1,8	IT	1,9	1,9	1,7	0,3
LU	3,0	3,0	3,3	2,8	LU	2,1	2,0	2,0	1,9
NL	1,7	1,7	1,6	1,6	NL	3,2	3,2	3,3	3,2
AT	0,8	0,8	0,7	0,7	AT	1,8	1,7	2,0	1,6
PT	1,6	1,5	1,5	1,3	PT	2,2	2,2	2,1	1,9
FI	0,6	0,7	0,7	0,7	FI	1,2	1,4	1,2	1,0
SE	0,3	0,5	0,6	0,6	SE	2,2	1,7	1,7	1,6
UK	1,2	1,2	1,3	1,4	UK	1,2	1,0	1,1	1,3

Tableau 5: Autres dépenses des administrations publiques par fonction CFAP, en % des dépenses totales (1999-2002)

# Pour en savoir plus:

## ➤ Les publications de référence

Titre Statistiques en bref : " Les dépenses des administrations publiques par fonction principale : comparaison entre les pays de l'UE "

Numéro de catalogue KS-NJ-03-054-FR-N

## ➤ Les bases de données

NewCronos, Thème 2, Domaine: gov

Pour toute information ou commande de publications, bases de données et extractions de bases de données à la demande, contactez le réseau **Data Shops**:

DANMARK	DEUTSCHLAND	ESPAÑA	FRANCE	ITALIA – Roma
<b>DANMARKS STATISTIK</b> <b>Bibliotek og Information</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Sejrogade 11 DK-2100 KØBENHAVN Ø Tlf. (45) 39 17 30 30 Fax (45) 39 17 30 03 E-mail: bib@dst.dk URL: <a href="http://www.dst.dk/bibliotek">http://www.dst.dk/bibliotek</a>	<b>Statistisches Bundesamt</b> <b>Eurostat Data Shop Berlin</b> Otto-Braun-Straße 70-72 (Eingang: Karl-Marx-Allee) D-10178 Berlin Tel. (49) 1888-644 94 27/28 (49) 611 75 94 27 Fax (49) 1888-644 94 30 E-Mail: <a href="mailto:datashop@deslatis.de">datashop@deslatis.de</a> URL: <a href="http://www.eu-datashop.de/">http://www.eu-datashop.de/</a>	<b>INE</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Paseo de la Castellana, 183 Despacho 011B Entrada por Estébanez Calderón E-28046 MADRID Tel. (34) 915 839 167/ 915 839 500 Fax (34) 915 830 357 E-mail: <a href="mailto:datashop.eurostat@ine.es">datashop.eurostat@ine.es</a> URL: <a href="http://www.ine.es/prodyser/datashop/index.html">http://www.ine.es/prodyser/datashop/index.html</a> <i>Member of the MIDAS Net</i>	<b>INSEE Info Service</b> <b>Eurostat Data Shop</b> 195, rue de Bercy Tour Gamma A F-75582 PARIS CEDEX 12 Tél. (33) 1 53 17 88 44 Fax (33) 1 53 17 88 22 E-mail: <a href="mailto:datashop@insee.fr">datashop@insee.fr</a> <i>Member of the MIDAS Net</i>	<b>ISTAT</b> <b>Centro di informazione statistica</b> <b>Sede di Roma</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Via Cesare Balbo, 11a I-00184 Roma Tel. (39) 06 46 73 32 28 Fax (39) 06 46 73 31 01/ 07 E-mail: <a href="mailto:datashop@istat.it">datashop@istat.it</a> URL: <a href="http://www.istat.it/Prodotti-e/Allegati/Eurostatdatashop.html">http://www.istat.it/Prodotti-e/Allegati/Eurostatdatashop.html</a> <i>Member of the MIDAS Net</i>
ITALIA – Milano	NEDERLAND	PORTUGAL	SUOMI/FINLAND	SVERIGE
<b>ISTAT</b> <b>Ufficio Regionale per la Lombardia</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Via Fieno 3 I-20123 MILANO Tel. (39) 02 80 61 32 460 Fax (39) 02 80 61 32 304 E-mail: <a href="mailto:mileuro@tin.it">mileuro@tin.it</a> URL: <a href="http://www.istat.it/Prodotti-e/Allegati/Eurostatdatashop.html">http://www.istat.it/Prodotti-e/Allegati/Eurostatdatashop.html</a> <i>Member of the MIDAS Net</i>	<b>Centraal Bureau voor de Statistiek</b> <b>Eurostat Data Shop - Voorburg</b> Postbus 4000 NL-2270 JM VOORBURG Nederland Tel. (31) 70 337 49 00 Fax (31) 70 337 59 84 E-mail: <a href="mailto:datashop@cbs.nl">datashop@cbs.nl</a> URL: <a href="http://www.cbs.nl/eurodatashop">www.cbs.nl/eurodatashop</a>	<b>Eurostat Data Shop Lisboa</b> <b>INE/Serviço de Difusão</b> Av. António José de Almeida, 2 P-1000-043 LISBOA Tel. (351) 21 842 61 00 Fax (351) 21 842 63 64 E-mail: <a href="mailto:data.shop@ine.pt">data.shop@ine.pt</a>	<b>Statitics Finland</b> <b>Eurostat Data Shop Helsinki</b> <b>Tilastokirjasto</b> PL 2B FIN-00022 Tilastokeskus Työpajakatu 13 B, 2.Kerros, Helsinki P. (358) 9 17 34 22 21 F. (358) 9 17 34 22 79 Sähköposti: <a href="mailto:datashop@stat.fi">datashop@stat.fi</a> URL: <a href="http://tilastokeskus.fi/tup/datashop/index.html">http://tilastokeskus.fi/tup/datashop/index.html</a>	<b>Statistics Sweden</b> <b>Information service</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Karlavägen 100 - Box 24 300 S-104 51 STOCKHOLM Tfn (46) 8 50 69 48 01 Fax (46) 8 50 69 48 99 E-post: <a href="mailto:infoservice@scb.se">infoservice@scb.se</a> URL: <a href="http://www.scb.se/templates/Standard_22884.asp">http://www.scb.se/templates/Standard_22884.asp</a>
UNITED KINGDOM	NORGE	SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA	UNITED STATES OF AMERICA	
<b>Eurostat Data Shop</b> <b>Office for National Statistics</b> Room 1.015 Cardiff Road Newport South Wales NP10 8XG United Kingdom Tel. (44) 1633 81 33 69 Fax (44) 1633 81 33 33 E-mail: <a href="mailto:eurostat.datashop@ons.gov.uk">eurostat.datashop@ons.gov.uk</a>	<b>Statistics Norway</b> <b>Library and Information Centre</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Kongens gate 6 Boks 8131 Dep. N-0033 OSLO Tel. (47) 21 09 46 42 / 43 Fax (47) 21 09 45 04 E-mail: <a href="mailto:Datashop@ssb.no">Datashop@ssb.no</a> URL: <a href="http://www.ssb.no/biblioteket/datashop/">http://www.ssb.no/biblioteket/datashop/</a>	<b>Statistisches Amt des Kantons</b> <b>Zürich</b> <b>Eurostat Data Shop</b> Bleichenweg 5 CH-8090 Zürich Tel. (41) 1 225 12 12 Fax (41) 1 225 12 99 E-mail: <a href="mailto:datashop@statistik.zh.ch">datashop@statistik.zh.ch</a> URL: <a href="http://www.statistik.zh.ch">http://www.statistik.zh.ch</a>	<b>Harver Analytics</b> <b>Eurostat Data Shop</b> 60 East 42nd Street Suite 3310 NEW YORK, NY 10165 USA Tel. (1) 212 986 93 00 Fax (1) 212 986 69 81 E-mail: <a href="mailto:eurodata@haver.com">eurodata@haver.com</a> URL: <a href="http://www.haver.com/">http://www.haver.com/</a>	

### Media Support Eurostat (seulement pour journalistes professionnels):

Bâtiment Bech Bureau A4/017 • L-2920 Luxembourg • Tél. (352) 4301 33408 • Fax (352) 4301 35349 • e-mail: [eurostat-mediasupport@cec.eu.int](mailto:eurostat-mediasupport@cec.eu.int)

### Pour toute information méthodologique:

Lenka Pulpanova, Eurostat / C3, L-2920 Luxembourg, Tel. (352) 4301 35208, Fax (352) 4301 32929,

E-mail: [Lenka.Pulpanova@cec.eu.int](mailto:Lenka.Pulpanova@cec.eu.int)

Cette publication a été créée en collaboration avec Cecilia Pop (texte) et Olafur Johannsson (mise en page)

ORIGINAL: Anglais

N'hésitez pas à nous rencontrer sur Internet à l'adresse suivante: [www.europa.eu.int/comm/eurostat/](http://www.europa.eu.int/comm/eurostat/) si vous désirez de plus amples informations!

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à l'**Office des publications officielles des Communautés européennes**.

2 rue Mercier – L-2985 Luxembourg

URL: <http://publications.eu.int>

E-mail: [info-info-opoce@cec.eu.int](mailto:info-info-opoce@cec.eu.int)

BELGIQUE/BELGIË – DANMARK – DEUTSCHLAND – GREECE/ELLADA – ESPAÑA – FRANCE – IRELAND – ITALIA – LUXEMBOURG – NEDERLAND – ÖSTERREICH  
 PORTUGAL – SUOMI/FINLAND – SVERIGE – UNITED KINGDOM – ÍSLAND – NORGE – SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA – BALGARIJA – ČESKÁ REPUBLIKA – CYPRUS  
 EESTI – HRVATSKA – MAGYARORSZÁG – MALTA – POLSKA – ROMÂNIA – RUSSIA – SLOVAKIA – SLOVENIA – TÜRKIYE – AUSTRALIA – CANADA – EGYPT – INDIA  
 ISRAËL – JAPAN – MALAYSIA – PHILIPPINES – SOUTH KOREA – THAILAND – UNITED STATES OF AMERICA